

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, le [cf. Date de signature]

Référence : 2023-V1-100
Code AIOT : 0007006108

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Société SOUFFLET ALIMENTAIRE (aujourd'hui VIVIEN PAILLE) – Établissement de Valenciennes
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires

Réf. : Dossier de réexamen et dossier de positionnement au regard de l'obligation du rapport de base transmis au préfet par courrier du 4/12/2020

Pl : annexe 1 : Projet de lettre à transmettre à l'exploitant
annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

SOMMAIRE	ANNEXE
1 – Activités et situation administrative de l'établissement 2 – Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables 3 – Instruction du dossier de réexamen 4 – Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées	1 – Projet de lettre 2 – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société VIVIEN PAILLE exploite sur la commune de Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs, des bâtiments de conditionnement et un atelier de production de poches micro-onrables.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié.

Elles sont classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante :

- **3642 – 2** : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : . Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an – **capacité autorisée de 400t/j**

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

2.1 Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant doit adresser au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642 sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier du 4 décembre 2020 visé en référence.

2.2 Révision des prescriptions et délai d'application

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3642 comme l'établissement VIVIEN PAILLE de la commune de Valenciennes, l'exploitation en conformité avec les MTD des industries agroalimentaires doit donc être effective pour le 4 décembre 2023.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est applicable dans un délai de 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 pour les installations existantes et acte de l'application des MTD pour le secteur de l'agroalimentaire.

3. Dossier de réexamen

L'exploitant a transmis un mémoire justificatif de non réalisation du rapport de base.

4. Instruction du dossier de réexamen

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- la fabrication de plats cuisinés,
- l'usinage du riz et des légumes secs,
- la fabrication de farine de riz,
- les installations et activités connexes :
 - le stockage de matières premières,
 - les opérations de traitement (fumigation et chambre de traitement),

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020 *	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Énergétique	8	Tous

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020 *	Secteur
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous

** AMPG FDM : arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un Niveau d'Émission Associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. L'exploitant déclare que ses installations seront en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire au 4 décembre 2023.

L'exploitant indique la nécessité de revoir les prescriptions de son autorisation vis-à-vis de valeurs limites d'émission pour ses rejets d'eaux industrielles. En effet, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 fixe uniquement des flux de rejet et pas en concentration.

Comme le prévoit le nota XI du tableau 7.2 du titre II de l'annexe à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susmentionné, « Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65III ».

Aussi, des valeurs limites d'émission (VLE) sont proposées dans ce cadre. Les VLE figurant dans le projet d'arrêté résultent de la prise en compte de l'abattement de la station d'épuration dans laquelle les effluents sont rejetés et ce conformément à l'article R515-65 III du code de l'environnement qui prescrit « le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu ».

Au titre de l'article R. 515-70-III du code de l'environnement, il n'y a pas lieu de revoir les prescriptions de l'arrêté compte tenu notamment, que cet établissement ne se trouve pas dans les cas suivants :

- Pollution causée par le site, justifiant une révision des prescriptions applicables au site ;
- Caractérisation d'un risque accidentel insuffisamment pris en compte dans les prescriptions applicables au site ;
- Nouvelle norme de qualité environnementale (NQE) ou révision d'une NQE, nécessitant une révision des valeurs limites d'émissions applicables au site.

4. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant et pour prescrire des valeurs limites d'émissions en concentration pour ses rejets d'eaux industrielles, l'Inspection propose un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-73 du code de l'environnement.

Nous proposons également à Monsieur le Préfet au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent.

ANNEXE 1

Projet de lettre à l'exploitant

Le Préfet

à

Monsieur le Directeur de la Société

Société SOUFFLET ALIMENTAIRE
41 rue du Petit Bruxelles
BP 79
59302 VALENCIENNES

jbdevaux@vivienpaille.fr
nflandrin@vivienpaille.fr

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires

Réf. : Votre dossier de réexamen et le rapport de base transmis par courrier du 4 décembre 2020

PJ : Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

Monsieur le directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courrier visé en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019. Le respect de ces MTD **vous est applicable à compter du 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je prends acte du respect** de l'exploitation de vos installations au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations à compter du 4 décembre 2023. **Les dispositions génériques de l'annexe à l'arrêté ministériel vous seront directement applicables à partir du 4 décembre 2023**, ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en pièce jointe à la présente lettre.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 4 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre

de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter du 4 décembre 2023.

Au regard de l'examen de votre dossier de réexamen rendu et pour vous prescrire des valeurs limites d'émissions en concentration pour vos rejets d'eaux industrielles, je vous joins un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. Je vous invite à me faire part de vos éventuelles observations sous 15 jours.

Enfin, je prends acte de la transmission de votre mémoire justificatif de non réalisation de rapport de base.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le préfet

Pièce jointe :

Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020 *	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous

**Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*

ANNEXE 2

Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement
Réf : DCPI-BICPE/

**Arrêté préfectoral imposant à la société VIVIEN PAILLE
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son
établissement situé à VALENCIENNES**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

VU les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 mai 2008 accordant à la S.A. SOUFFLET ALIMENTAIRE l'autorisation de procéder à une extension de ses activités à Valenciennes ;

Vu le donner acte en date du 27 mai 2014 de la société SOUFFLET ALIMENTAIRE pour son site Valenciennes pour la rubrique 3642 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2019 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de réexamen présenté le 4 décembre 2020 par la société SOUFFLET ALIMENTAIRE concernant le positionnement par rapport au BREF FDM (Food Drink and Milk) ;

Vu le rapport du _____ de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du _____ ;

Vu l'absence d'observation ou les observations de l'exploitant transmises par courriel du _____ ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du _____ ;

Considérant ce qui suit :

1. en application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 sont applicables à compter du 4 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code ;
2. les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables de droit à l'exploitation des installations de la société VIVEN PAILLE à compter du 4 décembre 2023 ;
3. il convient néanmoins de réglementer les rejets d'eaux industrielles du site (rejets indirects) par un arrêté complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société VIVIEN PAILLE dont le siège social est situé à Valenciennes (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79 est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 5 mai 2008 modifiées et complétées par celles du présent arrêté et de son annexe 1, à exploiter sur le territoire de la commune de Valenciennes (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de VALENCIENNES ;
- DREAL chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2023>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par
délégation,
la secrétaire générale
adjointe

Amélie PUCCINELLI

Annexe 1 : prescriptions applicables (corps de l'arrêté)

ANNEXE 1

Article 1 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté du 5 mai 2008 modifié	/	Article 2 - Ajout de valeurs limites d'émission en concentration des rejets d'eaux industrielles
	9.2.3	Article 3 - Ajout d'une fréquence de mesure des rejets d'eaux industrielles

Article 2 Valeurs limites des rejets d'eaux industrielles

L'article 4.3.8 bis suivant est créé dans l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

Article 4.3.8 bis – valeurs limites d'émission des rejets d'eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles (rejets 4 et 11), les valeurs limites en concentration ci-dessous définie.

Paramètre	Concentration en mg/L
DCO	1900
MES	600
Azote total	100
Phosphore total	15
DBO ₅	800

Article 3 Fréquence de mesure des rejets d'eaux industrielles

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

Les eaux industrielles (rejets 4 et 11) mentionnées à l'article 4.3.5 sont mesurées à une fréquence trimestrielle pour les paramètres figurant à l'article 4.3.8 bis, ainsi que le paramètre Chlorures.